



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 280-DDPP-17
portant prescriptions complémentaires

Le préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, directrice départementale de la protection des populations,

VU l'arrêté préfectoral n°246-DDPP-17 du 12 juin 2017 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 décembre 1991 réglementant les activités de la société CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE sise à SAINT-ETIENNE, 3 rue de Dunkerque,

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2009/0363 du 23 juin 2009 pris en application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 196-DDPP-10 du 26 mars 2010 réglementant l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau,

VU le rapport de synthèse de la surveillance pérenne portant sur l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau transmis par l'exploitant le 2 mars 2017

VU le rapport et les propositions en date du 28 mars 2017 de l'inspection des installations classées et à l'examen du rapport de surveillance pérenne RSDE,

VU l'avis du CODERST en date du 15 mai 2017,

VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur,

VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société CHROMAGE INDUSTRIEL DU CENTRE – CIC – sise à SAINT-ETIENNE, 3 rue de Dunkerque, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRÊTE

ARTICLE 1

Les prescriptions de l'article 4.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 26 mars 2010 sont supprimées.

ARTICLE 2

L'annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

1- Localisation des points de rejets

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles	Eaux usées dites « sanitaires »	Eaux pluviales et eaux de voiries
Point de rejet vers le milieu récepteur	En sortie de station de traitement.(déversoir)		
Coordonnées Lambert	X : 761957 Y : 2048278		
Débit maximal quotidien Débit maximal horaire	6 m ³ /j 1 m ³ /h		
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique par bâchées	Aucun	Dispositif permettant de respecter les valeurs limites imposées
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Le Furan via la Station d'épuration FURANIA à LA FOUILLOUSE	Réseau communal de la ville	Le Furan
Exutoire du rejet	La rivière « le Furan »		

2 – Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 6,5 et 9
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Les eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface doivent, après épuration (traitement par bâchées), respecter les caractéristiques suivantes avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux usées, eaux pluviales...) non chargées de produits toxiques.

Paramètres	Concentration maximale – Flux maximal	Auto surveillance assurée par l'exploitant (fréquence)	Mesures comparatives par un organisme tiers (fréquence)
température	< 30 °C	Chaque bâchée	Trimestrielle
pH	6,5 < X < 9	Chaque bâchée	Trimestrielle
Cr VI	0,1 mg/l	Chaque bâchée	Trimestrielle
Cr III	0,450 mg/l – Flux 2,5 g/j	Chaque bâchée	Trimestrielle
Ni	2 mg/l – Flux 12 g/j	Chaque bâchée	Trimestrielle
Nonylphénols*	/		Annuelle
Trichloroéthylène*	/		Annuelle
Ethoxylates d'octylphénols	0,030 mg/l – Flux 0,18 g/j		Trimestrielle
MES	30 mg/l – Flux 180 g/j		Trimestrielle
F	15 mg/l – Flux 90 g/j		Trimestrielle
Azote global	150 mg/l – Flux 900 g/j		Trimestrielle
P	50 mg/l – Flux 300 g/j		Trimestrielle
DCO	600 mg/l – Flux 3600 g/j		Trimestrielle
Indice hydrocarbure	5 mg/l – Flux 30 g/j		Trimestrielle
AOX	5 mg/l – Flux 30 g/j		Trimestrielle
Tributylphosphate	4 mg/l – Flux 24 g/j		Trimestrielle

* Les émissions de nonylphénols et trichloroéthylène doivent être supprimées avant le 1er janvier 2021. Si la suppression de ces substances n'est pas réalisable à des coûts acceptables, l'exploitant devra justifier par la transmission à l'inspection d'une étude technico-économique (ETE) avant le 01/01/2021 que les actions mises en place permettent une réduction maximale de ces substances.

Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

Les eaux pluviales et les eaux de voiries rejoignent le réseau communal "eaux pluviales" de la ville de Saint-Etienne. Ces eaux doivent transiter par des dispositifs permettant de respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration
MEST	600 mg/l
DBO5	800 mg/l
DCO	2000 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l

3 – Transmission à l'inspection

Les résultats de la surveillance des rejets aqueux réalisée conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées (<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>)

Les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, demander la réalisation de prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et de mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif.

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de SAINT-ETIENNE pendant une durée minimum d'un mois.

Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Loire, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Chromage Industriel du Centre – CIC -.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargée de l'Inspection des Installations Classées, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations et Monsieur le maire de SAINT-ETIENNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de SAINT-ETIENNE et à la société Chromage Industriel du Centre – CIC -.

Fait à Saint-Étienne, le 4 juillet 2017

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- Société Chromage Industriel du Centre
3 Rue de Dunkerque
42100 Saint-Etienne
- Monsieur le maire de Saint-Etienne
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement –
UT interdépartementale Loire – Haute-Loire Inspection de l'environnement
- Archives
- Chrono